

MASTER DROIT DES AFFAIRES

Le **master mention Droit des affaires** est un diplôme national de niveau Bac+5 délivré à la suite d'une formation de 2 ans, dont la **deuxième année** (master2) est **proposée en alternance** (en contrat d'apprentissage).

Cette formation en alternance se déroule selon le rythme suivant :

- ♦ **De septembre à avril : du lundi au mercredi, en entreprise / du jeudi au vendredi, à la Faculté de droit**
- ♦ **D'avril à juillet : 100 % en entreprise**

MASTER 2 DROIT DE L'ENTREPRISE, JURISTES-CONSEILS D'AFFAIRES

Objectif de la formation : Former des juristes de haut niveau directement opérationnels dans chaque aspect de l'entreprise

Matières de spécialisation :

- ♦ **Techniques des contrats d'affaires, droit des sociétés, droit économique, droit fiscal, droit financier**
- ♦ **Contract law : théorie et pratique du droit anglo-américain des contrats**
- ♦ **Droit européen des affaires, droit du commerce international**
- ♦ **Droit du marché : concurrence, distribution, consommation**
- ♦ **Procédure commerciale, procédure fiscale**
- ♦ **Diagnostic économique et financier de l'entreprise**
- ♦ **Restructurations des entreprises en difficulté**

MASTER 2 DROIT SOCIAL

Objectif de la formation : Former des juristes de haut niveau en droit social et en ingénierie sociale

Matières de spécialisation :

- ♦ **Ingénierie du contrat de travail : recrutement, contenu et rédaction du contrat, ruptures du contrat**
- ♦ **Conditions de travail et santé au travail**
- ♦ **Management stratégique des ressources humaines**
- ♦ **Pratique des relations collectives : institutions représentatives du personnel et pratique de la négociation collective**
- ♦ **Contentieux social et risques pour l'entreprise**
- ♦ **Droit de la protection sociale**

droit-professionnalisation@univ-grenoble-alpes.fr
+33 (0)4 76 74 32 39

Université Grenoble Alpes
Faculté de droit
CS 40 700
38 058 Grenoble cedex 9

droit.univ-grenoble-alpes.fr



FACULTÉ DE
DROIT
Université Grenoble Alpes

UGA
Université
Grenoble Alpes

MASTER DROIT DES AFFAIRES EN APPRENTISSAGE

Master 2 **Juriste d'affaires**
Master 2 **Droit social**

FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE

Réalisation : Faculté de droit de Grenoble / Impression : UGA /
Année : 2025 / Crédits photos : Shutterstock
Ne pas jeter sur la voie publique

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE : UN DISPOSITIF AVANTAGEUX POUR LES ENTREPRISES

4 bonnes raisons de recruter un apprenti en master Droit des entreprises, juristes-conseils d'affaires ou en Master Droit social :

1 FORMER UN(E) FUTUR(E) COLLABORATEUR(TRICE)

La durée de l'alternance vous permet de **tester** un futur collaborateur, de le **former** à vos méthodes de travail tout en lui apprenant un métier et en l'intégrant à la vie de votre entreprise.

2 BÉNÉFICIER D'AVANTAGES FINANCIERS

- L'alternance offre des **avantages financiers** :
- ◊ Coûts salariaux réduits (rémunération de l'apprenti suivant un pourcentage du SMIC)
 - ◊ Exonération totale ou partielle de cotisations et de contributions sociales patronales et salariales
 - ◊ Aide* versée par l'État pour l'embauche d'un apprenti dans le secteur privé

3 ADOPTER UNE DÉMARCHÉ ENGAGÉE ET RESPONSABLE

Contribuer à la formation et à l'insertion professionnelle d'un apprenti représente un **acte sociétal engagé**.
Vous aidez un apprenti à obtenir un diplôme, tout en bénéficiant d'une **valeur ajoutée** sur le plan humain.

4 CRÉER UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT

Pour l'apprenti, c'est une porte d'entrée dans le monde professionnel ainsi qu'une ressource financière durant l'année de sa formation.
Pour l'employeur, c'est un **outil de recrutement** adapté aux besoins de son entreprise.

** Aide soumise à conditions.
Informations sur les aides accordées aux employeurs : www.alternance.emploi.gouv.fr*

Quelle rémunération pour les apprentis ?

Pour un contrat exécuté en 2^{ème} année de master (master 2), la rémunération dépend de l'âge de l'apprenti (pourcentages au 1^{er} janvier 2025) :

Apprenti de 18 à 20 ans	Apprenti de 21 à 25 ans	Apprenti de 26 ans et plus
↓	↓	↓
51 % du SMIC	61 % du SMIC	100 % du SMIC

